

## Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

#### Absents :

Mylvia HOUQUET, Patricia MIRALLES.

## Engagements de la collectivité pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention Plan Pauvreté entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'État - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ».

La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- la reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- la garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- l'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- l'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité, dont les éléments ci-dessous, issus notamment de l'ABS (Analyse des besoins Sociaux) du CCAS.

**Montpellier est la ville de plus de 200 000 habitants de France qui a connu la plus forte progression de la population depuis les années soixante.** De 118.864 en 1962 à 275 318 habitants en 2014 soit +156 454 habitants gagnés en 50 ans et une moyenne de 3 000 habitants en plus chaque année.

**La pauvreté à Montpellier est très importante.** Avec 26% de la population vivant sous le seuil de pauvreté (ménage dont le niveau de vie est inférieur à 989 € par mois – année 2012). Ce taux de pauvreté est double pratiquement de la moyenne nationale (14%).

**La pauvreté est plus forte dans les familles monoparentales** (37% soit 12 110 personnes) que dans la population générale (26%). Mais les situations de pauvreté des ménages vivant en couple parentaux (couple avec enfants) est aussi très préoccupante : 27.9% des ménages de cette catégorie vivent sous le seuil de pauvreté ce qui est pratiquement le double de la moyenne nationale (13.2%).

**La proportion des enfants vulnérables est très importante** (c'est-à-dire des enfants qui cumulent plusieurs facteurs de risques sur un total de 7, liés au type de famille, à la situation des parents par rapport à l'emploi et au niveau de formation, ainsi qu'au type de logement dans lequel il vit) : 22.4% soit le double de la moyenne nationale (11.6%).

La première étude « un jour donné », réalisée en 2019 dans le cadre du plan Logement d'abord, sur impulsion de la Métropole, par le Laboratoire du CNRS Art-Dev en collaboration avec l'Université Paul Valéry, a permis d'estimer à presque **1 850 personnes le nombre de personnes en situation ponctuelle d'hébergement d'urgence ou sans abri**. Que ce soit lié au choix des personnes, aux critères qui favorisent ou non la prise en compte de leur demande, aux possibilités et dispositifs existants pour y répondre, ... il n'en reste pas moins que sur le territoire des adultes et des enfants vivent à la rue ou en squat dans des conditions de vie indécentes, avec des besoins humains fondamentaux non couverts.

C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent comme Territoire de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault.

Les priorités identifiées, pour 2020, dans le cadre des cinq engagements sont les suivantes :

- l'accès aux droits et à la santé ;
- la lutte contre la précarité alimentaire ;
- l'inclusion sociale et professionnelle ;

Elles se traduiront par différents dispositifs et actions suivantes :

- Casser la reproduction de la pauvreté en créant un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité ;
- Soutenir le marché de la Solidarité du Secours populaire Hérault notamment en axant une partie de l'approvisionnement sur des produits sains et locaux ;
- Observation et coordination de l'aide alimentaire sous conditions de ressources ;
- Expérimentations pour développer les approvisionnements durables de l'aide alimentaire ;
- Parcours innovant dans l'emploi ;
- Développement des dispositifs d'insertion par l'économie ;
- Mobilisation des entreprises ;
- Création d'un nouveau Point Conseil Numérique ;
- Améliorer l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles ;
- Faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés par la mise en place de dispositifs de médiation en santé.

La contractualisation avec l'Etat se traduit par une convention de 3 ans dont l'objet est la mobilisation de l'ensemble des acteurs sur des objectifs communs, laissant toute la place à l'adaptation aux besoins du territoire, à l'innovation, l'expérimentation et à l'initiative des acteurs.

Cette première convention est une étape de préfiguration. Elle permet de définir des priorités conjointes qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Les premières fiches actions 2020 seront complétées ou modifiées si nécessaire par avenant, les fiches actions complémentaires pour les années 2021 et 2022 seront prises par avenant également.

Les actions entreprises dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet de dotations de l'Etat dont le montant pour l'année 2020 est fixé à 500 000€.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville et le CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur la convention de reversement des

subventions par la Métropole à la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'acter le principe de l'engagement de la Ville dans le plan de prévention et de lutte contre la pauvreté sur le territoire de la Métropole de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget 2020 de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser les termes de la convention d'appui à la lutte de prévention et de lutte contre la pauvreté entre la Ville, l'Etat et la Métropole et de la convention relative au reversement des subventions par la Métropole à la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Georges ARDISSON, M. Jean-Dominique DELAVEAU.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 15 octobre 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION Flux financiers Plan pauvreté Métropole-Ville 2020-2022.docx
- Projet Convention stratégie pauvreté Métropole V5-1-1.docx
- annexe 1 convention globale plan pauvreté.pdf
- annexe 2 convention globale plan pauvreté.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201005-144565-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 15/10/20  
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.